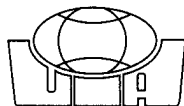


UNION INTERNATIONALE DES AVOCATS

INTERNATIONAL ASSOCIATION OF LAWYERS
INTERNATIONALE ANWALTS-UNION



UNION INTERNACIONAL DE ABOGADOS
UNIONE INTERNAZIONALE DEGLI AVVOCATI

الاتحاد الدولي للمحامين

Jacques LEROY

Président

President

Presidente

TAQUET, CLESSE & VAN EECKHOUTTE

Chaussée de la Hulpe, 177

B. 12

1170 BRUXELLES – BELGIQUE

Tél. : +32 (0) 2 660 69 00

Fax : +32 (0) 2 660 40 39

E-mail : j.leroy@taquet.be

Mr. Georges W. BUSH

President of the United States of America

The White House, Office of the President

1600 Pennsylvania Avenue

Washington DC 20500

USA

Bruxelles, le 28 juin 2004

Monsieur le Président,

Concerne : Guantanamo

L'Union Internationale des Avocats, que j'ai l'honneur de présider, est la première organisation internationale d'avocats à avoir été créée – en 1927 – et compte aujourd'hui parmi ses membres plus de 200 barreaux et law societies répartis dans plus de 110 pays et représentant, à ce titre, plus de 2 millions d'avocats.

Outre ses objectifs liés à la promotion et la défense des valeurs essentielles de la profession d'avocat, l'UIA veut contribuer à l'établissement d'un ordre international basé sur le principe de justice entre les nations par le droit et pour la paix (article 3 des statuts).

L'UIA s'est déjà adressée à vous - par lettres des 12 mai 2003 et 19 février 2004 - à propos de la détention de mineurs à Guantanamo.

Fidèle à la tradition démocratique des USA et à son souci de respecter la « rule of law », vous avez pris cette requête en considération et j'ai la faiblesse de croire que la libération récente de détenus mineurs n'est pas totalement étrangère à la démarche entreprise par de nombreuses organisations internationales parmi lesquelles l'UIA.

Je me dois toutefois de revenir vers vous. En effet, l'UIA constate que, plus de deux ans après l'arrivée des premiers détenus à la base navale de Guantanamo, le Gouvernement des Etats-Unis y maintient plusieurs centaines de personnes de plus de 40 nationalités différentes en violation totale des règles les plus fondamentales en matière de protection des droits de l'homme et de l'Etat de droit, dans des conditions confinantes à la torture.

Outre le fait que le statut de prisonnier de guerre n'a pas été accordé aux détenus comme l'exige la troisième Convention de Genève, les garanties prévues par le Pacte de New York de 1966 relatif aux droits civils et politiques ne leur sont pas reconnues.

Il est regrettable que l'administration américaine ait mis en place à Guantanamo un régime de détention contraire à l'article 9 (4) du Pacte de New York relatif aux droits civils et politiques – ratifié par les Etats-Unis en 1992 - qui prévoit que « Quiconque se trouve privé de sa liberté par arrestation ou détention a le droit d'introduire un recours devant un tribunal afin que celui-ci statue sans délai sur la légalité de sa détention et ordonne sa libération si la détention est illégale ».

Or, cette disposition est applicable même en cas de situation d'urgence et chaque Etat ayant ratifié la convention s'est engagé à en accorder la protection et les garanties à toutes les personnes qui se trouvent sous sa juridiction.

Il n'est pas contestable que la base de Guantanamo relève de la juridiction des Etats-Unis et que ni la souveraineté territoriale de Cuba ni les questions de sécurité nationales ne sont des justifications admissibles, au regard des standards internationaux, à la situation qui prévaut dans ce centre de détention.

Les procédures proposées ou mises en place par l'administration américaine ne sont pas acceptables, s'agissant de donner compétence à des commissions militaires, organes de l'exécutif qui ne sont pas des tribunaux impartiaux au sens notamment de la disposition précitée du Pacte de New York.

L'UIA a été profondément inquiétée par les déclarations faites publiquement par des officiers de l'armée américaine en ce qui concerne l'approbation par le gouvernement des Etats-Unis de techniques spéciales d'interrogatoire.

L'UIA ainsi que plusieurs organisations de défense des droits de l'homme craignent y voir un blanc seing pour l'usage de la torture sur certains prisonniers « peu coopératifs », ce qui constitue clairement non seulement une violation de divers instruments internationaux auxquels sont partie les Etats-Unis mais aussi une infraction selon le droit américain.

L'Union Internationale des Avocats vous presse instamment, Monsieur le Président, de prendre en considération les préoccupations qu'elle exprime au sujet de la situation des détenus à Guantanamo ainsi que celles exprimées par la communauté internationale toute entière et vous demande de reconnaître aux détenus de Guantanamo les garanties qui leurs sont dues en vertu du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire, et par conséquent :

- d'accorder le statut de prisonnier de guerre à tous les détenus capturés durant le conflit armé en Afghanistan;
- d'informer les personnes détenues des charges retenues à leur encontre et de leurs droits en vertu des standards internationaux ;

- de délivrer un acte d'accusation aux personnes contre lesquelles existent des charges suffisantes ;
- de libérer immédiatement les autres personnes détenues ;
- d'assurer à chaque détenu le droit de contester sa détention devant un tribunal impartial et de le libérer si cette dernière est reconnue comme illégale ;
- d'assurer à chaque détenu le droit d'être assisté par l'avocat de son choix ou à défaut de lui désigner un avocat indépendant et de suspendre toute procédure ou enquête à son égard tant que ce droit n'est pas garanti ;
- d'octroyer le bénéfice de l'assistance juridique aux détenus démunis ;
- d'assurer à chaque détenu la possibilité de communiquer avec sa famille ;
- de supprimer les commissions militaires spéciales ;
- d'annuler toutes les procédures pendantes devant celles-ci et de transmettre les causes à un tribunal impartial et indépendant.

En outre, l'UIA vous demande, Monsieur le Président :

- de refuser que la peine de mort soit prononcée contre les détenus de Guantanamo ;
- de ne procéder à aucun transfert de détenu dans un Etat où il risque de subir la peine de mort, la torture ou tout autre traitement inhumain ou dégradant, ou de faire l'objet d'une procédure ne présentant pas les garanties d'impartialité requises ;
- de n'autoriser une extradition, en cas de demande de la part d'un autre Etat, qu'à l'issue d'une procédure impartiale en excluant l'extradition si la personne concernée risque de subir la torture ou tout autre traitement inhumain ou dégradant ou d'être condamnée à la peine de mort dans le pays requérant.

Je vous remercie par avance, Monsieur le Président, de la suite que vous voudrez bien réserver à la présente.



Jacques LEROY